



Crédit : Anouk Desgroseilliers/OCHA

FAITS SAILLANTS

- Augmentation des incidents limitant l'accès humanitaire
- Des milliers de déplacés en raison des violences
- Révision à la hausse de l'appel de fonds pour répondre aux besoins humanitaires au Mali en 2017

CHIFFRES CLÉS

Personnes Déplacées Internes (PDI) (rapport CMP, octobre 2017)	58 594
Réfugiés maliens dans les pays voisins (rapport CMP, octobre 2017)	142 436
Retournés (rapport CMP, octobre 2017)	498 170
Rapatriés (rapport CMP, octobre 2017)	61 089
Population en insécurité alimentaire (Cadre harmonisé mars 2017)	3,8 millions
Enfants malnutris de moins de 5 ans (SMART 2017)	750 000

FINANCEMENT

305 millions
Fonds requis (\$ US) pour le financement du HRP 2017 (requête révisée)

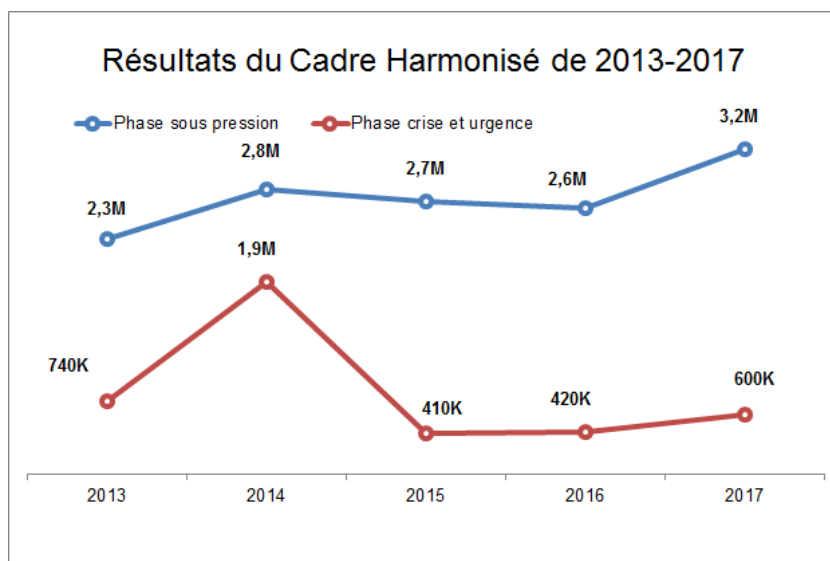
39,4% financés
(14 novembre 2017)
Source : FTS

Au sommaire

- [L'accès humanitaire est toujours entravé](#) p.2
- [VBG : La prise en charge des survivants est indispensable](#) p.3
- [Nutrition : l'espoir des enfants en zone de conflit](#) p.4
- [Pertes socio-économiques énormes liées à la sous-nutrition](#) p.4
- [Découverte des programmes d'assistance de l'USAID](#) p.5
- [Financement du plan de réponse humanitaire en 2017](#) p.6

Dégradation de la sécurité alimentaire au niveau national

Selon les résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2017, environ 3 830 000 personnes sont actuellement en insécurité alimentaire à l'échelle nationale, dont 600 770 personnes en insécurité alimentaire sévère. Pendant la période de soudure, en août-septembre 2017, il est estimé que le nombre de personnes en insécurité alimentaire a atteint 3,8 millions, contre 3,5 millions durant le même période en 2016. Bien que la sécurité alimentaire ait tendance à se stabiliser dans le pays depuis deux ans, ces nouvelles données indiquent une dégradation de la situation depuis l'an dernier, en grande partie causée par des déplacements internes et une insécurité ambiante constante liées aux affrontements entre groupes armés ainsi que les conflits et tensions intercommunautaires. En réponse, 819 000 personnes ont été assistées. 325 000 personnes affectées par la soudure ont reçu des transferts saisonniers (en nature, espèces ou coupons) et 220 000 autres ont bénéficié d'un soutien à l'agriculture, l'élevage ou à la pêche.

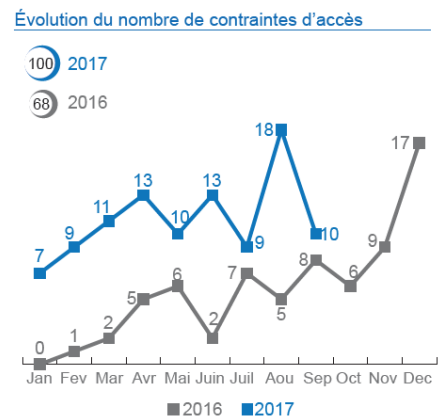
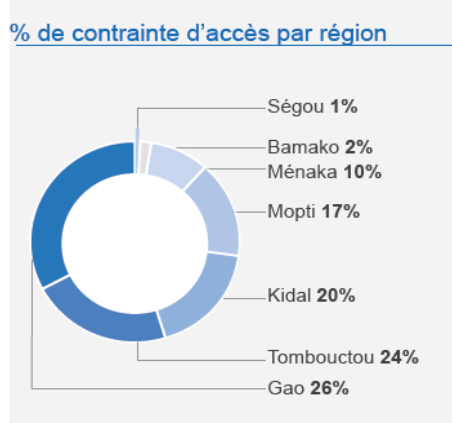


L'accès humanitaire est toujours entravé

75 % des incidents sont liés au vol, au carjacking et à l'agression physique

Au cours des neuf premiers mois de l'année, 100 cas de contraintes d'accès ont été enregistrés. 97 pour cent des cas se sont produits dans les régions du nord et du centre, où l'environnement opérationnel se détériore progressivement dans ces régions. Les incidents de vol sont aussi en hausse et deviennent violents. L'insécurité dans la ville de Kidal continue d'être un problème pour les acteurs humanitaires. Les braquages des bases des humanitaires sont récurrents et mènent parfois à la suspension partielle de leurs activités. Une suspension des activités impacte sur l'assistance dans le domaine de la santé auprès des populations particulièrement chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes ou encore les personnes âgées. A Ménaka, les installations ou habitations des humanitaires ont été aussi visées par des braquages durant les trois derniers mois. Dans la région de Tombouctou, la hausse des activités criminelles est la principale menace pour les acteurs humanitaires. Enfin dans le centre à Mopti, la présence d'éléments radicaux a particulièrement entravé l'accès humanitaire à des personnes dans le besoin.

Nombre de contraintes d'accès par région et par mois (source : AMRF)



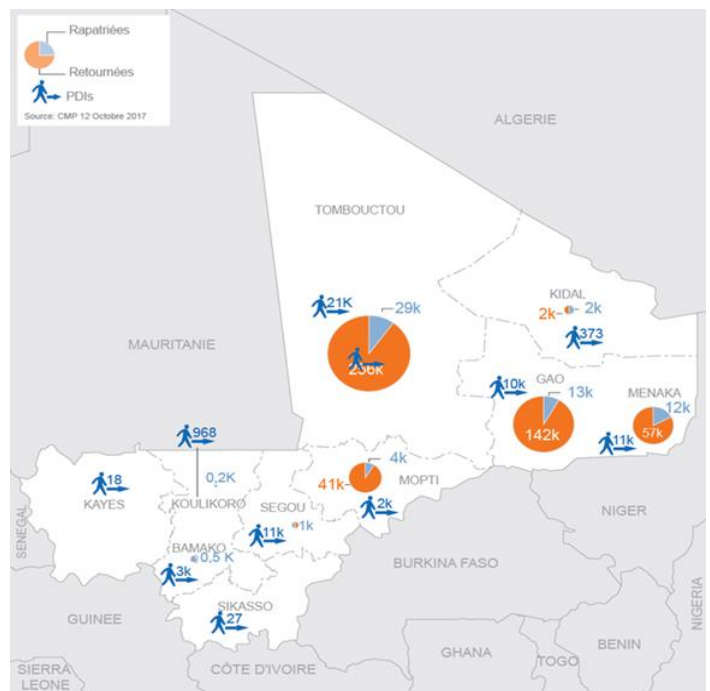
Avec 18 incidents, le mois d'août a enregistré le plus grand nombre d'incidents contre des humanitaires jamais enregistrés dans un seul mois

Malgré ces contraintes d'accès, les humanitaires continuent de porter assistance aux populations dans le besoin en adaptant leurs opérations.

Mouvement de populations

La situation humanitaire actuelle se caractérise par de nouveaux mouvements forcés de populations (parfois sur une courte durée) dans le centre mais aussi au nord. Dans le nord du Mali, ce sont surtout les affrontements entre groupes armés, FAMA et groupes présumés djihadistes ou encore les conflits intercommunautaires, qui poussent les populations déjà vulnérables à se déplacer à l'intérieur du pays.

Il reste 142 386 réfugiés maliens dans les pays voisins, 58 594 personnes déplacées interne, et 498 170 de retournées.



* Cette carte ne prend pas en compte les délimitations des nouvelles régions du Mali.

VBG : Il est indispensable de mettre en place des structures de prise en charge des survivants

De janvier à août 2017, le Système de Gestion de l'Information sur les Violences Basées sur le Genre (GBVIMS) a enregistré 1 833 cas de VBG déclarés, 96 pour cent étant des femmes et des filles et 4 pour cent sont des garçons de moins de 18 ans. 53 pour cent des cas sont des violences sexuelles dont 9 pour cent de cas de viol. 19 pour cent des violences sexuelles sont des cas d'abus sur les enfants, 66 pour cent des cas de violence sexuelle sont des cas de mutilation génitale féminine (MGF).

Les statistiques GBVIMS ne prennent en compte que 21 pour cent des localités du Mali et ne reflètent que les cas déclarés. La réalité concernant les VBG au Mali est donc sûrement plus aggravante. Dans ce contexte, il est important de souligner aussi 70 pour cent des localités affectées par la crise n'ont pas des services de qualité de prise en charge des VBG. Dans les localités couvertes, la réponse apportée reste insuffisante aux besoins des survivants. Par conséquent, 13 pour cent des survivants n'ont pas bénéficié de services médicaux, 41 pour cent des survivants sont en besoin de réinsertion socioéconomique, et 41 pour cent des survivants n'ont pas bénéficié de services d'hébergement en lieu sûr ; 83 pour cent à 92 pour cent des survivants n'ont pas accès aux services d'assistance et de protection.

Le rapport d'Évaluation Rapide de Protection mené par la coordination du groupe sectoriel de Protection révèle que 209 femmes et filles PDI résidentes à Gao et plus de 500 femmes et filles veuves, orphelines et ou divorcées restées à Kidal sont à risque de VBG.

En 2018, les interventions humanitaires viseront prioritairement à accroître l'accès aux services de prise en charge holistiques dans les cercles de Tessalit, Tin-Essako, Abeibara, Kidal, Goundam, Gourma Rharous, Koro, Ténenkou, Youwarou, Ménaka et Gao, et à renforcer les capacités des partenaires et la disponibilité des kits de prise en charge de viol dans les structures sanitaires des régions affectées par les conflits. 16 700 femmes et filles restent à risque de violences sexuelles. Il est crucial de mobiliser davantage des ressources pour renforcer les services de prise en charge holistiques des survivants de VBG dans les localités affectées par les conflits.

Les caisses de résilience de la FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met actuellement en œuvre l'approche « Caisses de résilience » avec une forte composante nutritionnelle, au bénéfice de 3 000 ménages vulnérables de 64 villages du cercle de Bandiagara (région de Mopti). Lancé en février 2015 pour une durée de trois ans, ce programme vise à renforcer l'état nutritionnel des bénéficiaires, l'autonomisation des femmes et la résilience des moyens d'existence des ménages agro-pasteurs vulnérables à l'insécurité alimentaire, à travers des interventions intégrées dans les domaines productif, social, nutritionnel et financier. 50% des participants au programme sont des femmes, dont les capacités de communication et de leadership sont spécifiquement renforcées.

Le programme est mis en œuvre par la FAO en partenariat avec les autorités locales, les leaders communautaires, une ONG locale (GAAS Mali) et les services techniques de l'État, ainsi qu'en étroite collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le cadre d'un plan d'action conjoint pour renforcer la synergie et la complémentarité de leurs actions dans les mêmes villages.

Nutrition : 38 % de la population active a souffert de retard de croissance durant l'enfance

38 pour cent de la population active a souffert de retard de croissance durant l'enfance

A Tombouctou et à Gao, cinq ans après le début de la crise, la malnutrition infantile atteint des niveaux alarmants. L'enquête SMART 2017 montre que 15,7% des enfants de Tombouctou et 15,2% des enfants de Gao souffrent de malnutrition aigüe, une situation considérée « urgente » selon l'échelle de classification de l'OMS. Le taux national reste de 10,7%, un taux supérieur au taux d'alerte et à tous les pays voisins.

Les Nations Unies estiment qu'en 2018, 165 000 enfants souffriront de malnutrition sévère aigüe au Mali. Mais grâce aux aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) de l'UNICEF, et aux conseils sur les bonnes pratiques de nutrition, de santé et d'hygiène prodigués dans les centres de santé, les résultats sont visibles. C'est le cas de la petite Farimata, qui est aujourd'hui hors de danger.



Tombouctou, (août 2017) : Farimata Dicko, 13 mois souffre de malnutrition sévère aigüe. Sa mère, Azaharatou lui donne de la nourriture thérapeutique prête à l'emploi. Photo : H. Dicko/UNICEF

Les ATPE, à base de pâte d'arachide enrichie, contiennent tous les nutriments requis pour la récupération d'un enfant atteint de malnutrition aigüe sévère. Adaptés aux environnements sécuritaires les plus difficiles, ces aliments ne nécessitent pas d'eau pour la préparation ni de réfrigération. Ils offrent une longue durée de conservation et peuvent être consommés à domicile.

Mali : Des pertes socio-économiques énormes liées à la sous-nutrition



Tombouctou, 25 octobre 2017 : Préparation d'une bouillie enrichie en nutriments pour enfants au centre de santé de Bellafarandi. Photo : Dimitry Léger/OCHA.

La malnutrition coûterait au Mali 266 milliards de FCFA par an (\$ 145 millions) représentant ainsi une perte pour le pays équivalente à 4 pour cent de son produit intérieur brut (PIB). C'est le constat d'une étude sur le coût de la faim en Afrique (COHA), un projet mené par la Commission de l'Union Africaine (CUA) et soutenu par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le PAM.

L'étude montre qu'au Mali 34,3 pour cent des cas de mortalité infantile sont associés à la sous-nutrition. La mortalité infantile associée à la sous-nutrition a réduit de 11,6% la population active du pays. Les enfants souffrants d'un retard de croissance ont un taux de redoublement de 38,7% contre seulement 15,9% pour ceux n'ayant pas souffert de retard de croissance, ce qui montre l'impact négatif de la sous-nutrition sur la capacité des enfants à suivre et assimiler les leçons et entraîne des coûts supplémentaires pour leurs familles et la société. Cette étude démontre l'importance d'investir dans la lutte contre la malnutrition et est ainsi un outil de plaidoyer de taille.

Soutien et assistance psychosociale aux personnes déplacées internes, retournées et rapatriées de Mopti et Tombouctou

L'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (ASDI) en partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Mali a financé un projet d'assistance psychosociale au profit des personnes dans des régions de Mopti et Tombouctou. S'étalant sur six mois, ces activités prendront fin en décembre 2017. Sa

mise en œuvre était faite en collaboration avec la Direction nationale du développement social ainsi qu'avec certaines ONGs.

L'objectif principal du projet est de fournir un soutien psychosocial à 250 personnes dans le besoin ainsi que des moyens de subsistance durables à 50 familles, victimes directes de conflits (PDI, retournés, rapatriés et familles hôtes vulnérables) dans les localités de Douentza, Koro et Mopti.

Ce projet mettra un accent particulier sur les filles déscolarisées, les enfants abandonnés et les survivants de VBG. De plus, ce projet améliorera le fonctionnement de deux centres de conseil à Mopti et à Tombouctou tout en renforçant la capacité du Gouvernement dans le profilage des personnes déplacées et rapatriées ainsi que dans la collecte de données. Une trentaine de facilitateurs seront également formés dans le domaine du soutien psychosocial.



Abdou (au centre) et sa famille attendent un bateau pour les ramener à Tombouctou. Depuis un an, ils vivent dans la ville de Mopti, cherchant refuge loin du conflit plus au nord.
Photo : OCHA/Ulrike Dassler

Découverte des programmes d'assistance alimentaire de l'USAID

Qu'est-ce que Food For Peace (FFP)? Quand a-t-il démarré et pourquoi ?

Food For Peace (FFP), ou nourriture pour la paix, est un ensemble de programmes du bureau d'assistance alimentaire de l'USAID. Ces programmes existent au Mali depuis plus de 50 ans sous les volets urgence et développement. Depuis plus de 60 ans, le bureau de l'alimentation pour la paix fournit une assistance alimentaire vitale aux populations vulnérables et réduit ainsi la faim et la malnutrition dans le monde.

Avez-vous des organisations partenaires et comment travaillez-vous avec eux ainsi qu'avec le Gouvernement ?

Nous avons des partenaires qui œuvrent avec le Gouvernement. Par exemple, le PAM travaille avec le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) pour répondre aux questions de sécurité alimentaire au Mali, ainsi qu'avec le Système d'Alerte Précoce pour évaluer les questions de sécurité alimentaire. Nous cofinçons également un consortium d'ONGs, l'Alliance pour la résilience communautaire (ARC) avec l'Union Européenne et ECHO qui apporte de l'aide en espèces et mène des activités de résilience dans le Nord.

Quelle sont vos activités principales au Mali ?

Au Mali, notre plus grand programme de développement est dénommé « programme Harande » doté de 45 millions \$ sur 5 ans. Il est mis en œuvre par nos partenaires d'exécution comme CARE, Save the Children et Hellen Keller International. Ses activités de développement réduisent l'insécurité alimentaire parmi les populations vulnérables et aident à renforcer la résilience des communautés confrontées à la pauvreté chronique et aux crises récurrentes telles que la sécheresse. Pour ce faire, une approche multisectorielle est mise en place comprenant des interventions agricoles de soutien alimentaire, une diversification des revenus, des approches préventives de la malnutrition et de la réduction des risques de catastrophe. En réponse aux effets du conflit, le FFP fournit une aide alimentaire d'urgence en nature par le biais du PAM (24,7 millions \$) pour les distributions générales de vivres, les activités d'alimentation supplémentaire ciblée, les activités d'achat de vivres, la distribution de bons alimentaires pour soutenir la production locale et les marchés. Par l'intermédiaire de l'UNICEF, FFP fournit des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour traiter les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Notre plus grand programme de développement « Harande » doté de 45 millions \$ sur 5 ans. Il est mis en œuvre par des partenaires comme CARE, Save the Children et Hellen Keller International.

UN Day 2017 : Les Nations-Unies célébrées sous le thème « du potentiel dans La diversité »

Le 24 octobre 2017 était la journée mondiale de l'ONU. Dans ce cadre, tout au long de la semaine des événements ont été organisés à travers le Mali avec les partenaires du Gouvernement, les ONGs et la presse malienne et internationale. A Bamako, l'activité majeure a été l'organisation de séances d'information sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) dans trois établissements scolaires. Les élèves présents ont pu bénéficier d'une série de documents d'information sur les Nations Unies. Des activités sportives ont été organisées à Gao, ainsi qu'un don de sang au Bureau Commun des Nations Unies.



Tombouctou (25 octobre 2017) : Le maire A. Cissé remet une somme d'argent à une femme rapatriée de Mauritanie (projet HCR/ Mercy Corps). Photo : D. Léger/OCHA.

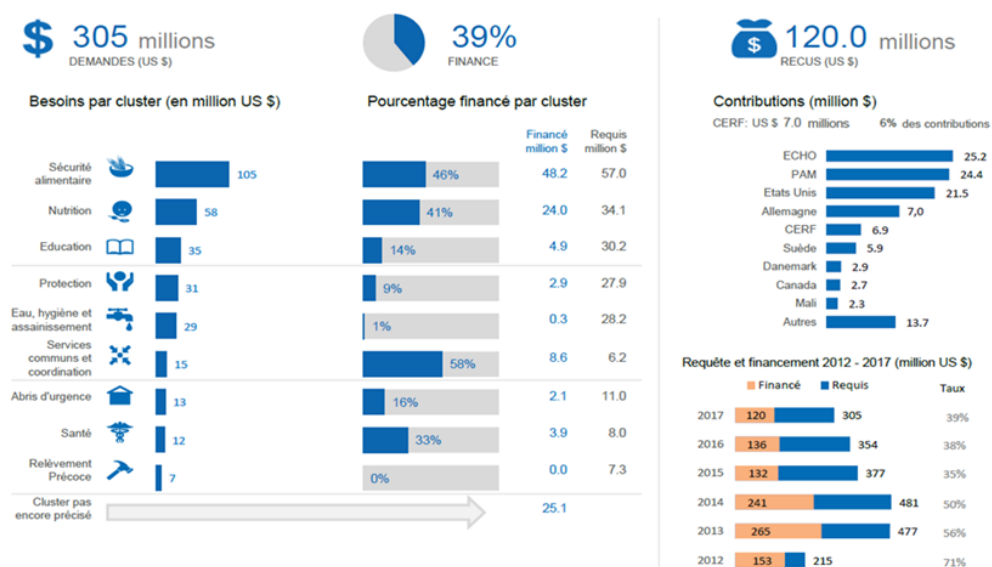
De plus, la maison des jeunes de la ville, réhabilitée par le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), a été inaugurée. A Tombouctou une équipe de journalistes a pu visiter plusieurs projets exécutés par différentes agences onusiennes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la culture. Ils ont visité le projet de fixation des dunes à Toya, une localité située à une quinzaine de kilomètres de Tombouctou. Les villageois y plantent des arbres et mènent d'autres activités pour ralentir l'avancée du désert.

Révision à la hausse de l'appel de fonds du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2017

Pour répondre aux besoins des populations, les acteurs du secteur de la sécurité alimentaire ont ajouté de nouveaux projets au HRP 2017 portant l'appel de fonds à 305 millions \$, comparé à 293 millions \$ lors du lancement au début de l'année.

Au 14 novembre 2017, l'appel de fonds pour financer le HRP 2017 a mobilisé 39 pour cent des ressources requises, soit 120 millions USD, selon les données rapportées dans le système de suivi financier d'OCHA (FTS). Le premier secteur financé est la sécurité alimentaire (48,2 pour cent) suivi de la nutrition (24 pour cent). A ce jour, le secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement a été financé à hauteur de 0,3 pour cent seulement.

FINANCEMENT: PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE 2017 (au 14 Nov. 2017)



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Cheffe de Bureau, OCHA Mali, kollies@un.org
Dimitry Léger, Responsable de l'information publique, OCHA Mali, leger2@un.org, Tél. (+223) 75 99 57 61
Mohamed Dabo, Gestionnaire de base de données, OCHA Mali, dabom@un.org, Tél. (+223) 75 99 40 03
 Suivez nous : [@OCHA_Mali](https://twitter.com/OCHA_Mali) ou www.facebook.com/ochamali.net